



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Mise en oeuvre de la feuille de route - Principe de dissolution du Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL), a été créé le 22 octobre 1998. Initialement composé de communes, il regroupe désormais Montpellier Méditerranée Métropole et les Communautés d'Agglomération du pays de l'Or et Sète Agglopôle Méditerranée, compte tenu de l'évolution de la législation en vigueur et des compétences de ces structures, conformément à l'arrêté préfectoral 2018-1-062 du 22 janvier 2018.

Le SIEL a pour objet :

- d'être acteur de la restauration, de la gestion, de la mise en valeur et de la protection des milieux naturels lagunaires, situés entre les étangs de l'Or et de Thau, dénommés « *Etangs palavasiens* » ;
- d'animer et de coordonner le document d'objectif sur le site NATURA 2000 « *Etangs palavasiens et étang de l'Estagnol* »,
- de constituer une instance représentative des intérêts des collectivités riveraines des étangs au sein des commissions locales de l'eau des SAGE « *Lez Mosson étangs palavasiens* » et du bassin de Thau et lors de tout aménagement actuel et à venir, afin que soit pris en compte les problèmes liés à la préservation de la biodiversité et de l'intérêt paysager des espaces lagunaires.

Il peut intervenir en tant que maître d'ouvrage, acteur financier, instance de proposition et de consultation pour la réalisation d'études, de travaux, d'actions de gestion, de prévention, d'information, de formation, de sensibilisation auprès des usagers et du public, ayant pour but la restauration, la préservation et la mise en valeur des étangs et de leurs espaces périphériques.

Le champ d'action du syndicat concerne les lagunes et zones humides localisées dans les limites administratives des 7 communes présentes sur son périmètre géographique : Palavas-les-Flots, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes, Mireval, Vic-la-Gardiole et Frontignan. Ce complexe de lagunes, dénommé « *Etangs palavasiens* » s'étend sur 6500 ha. Il est composé de 7 lagunes distinctes (Méjean, Grec, Arnel, Prévost, Pierre Blanche, Vic, Ingril) désignées site RAMSAR, au titre de la convention internationale pour la préservation des zones humides, ratifiée par la France en 1986 : un label de reconnaissance internationale pour le littoral situé entre Sète et Montpellier.

Le SIEL est composé d'une équipe de 5 agents, sur 4,5 Equivalents Temps Plein (ETP), localisée sur le site naturel protégé des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone, propriété du Conservatoire du Littoral.

Son budget au titre de l'année 2018 s'élève à 390 000 €. Il est essentiellement consacré au financement de cette équipe et aux nombreuses actions d'animation et de préservation menées.

Ses recettes sont constituées des contributions des Etablissement Public de Coopération intercommunale (EPCI) membres et des aides attribués par l'Etat, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, l'Europe et la Région Occitanie, dans le cadre des multiples dispositifs mis en œuvre par ce syndicat.

En application des lois Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Affirmation des Métropoles, Nouvelle Organisation Territoriale de la République en dates respectives du 27 janvier 2014 et du 7 août 2015, les trois membres du syndicat mixte sont obligatoirement compétents, à compter du 1^{er} janvier 2018 en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) concernant les actions suivantes :

- l'aménagement d'un bassin versant ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou ce plan d'eau ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

C'est d'ailleurs à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée au sein du SIEL à ses trois communes membres : Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone.

Afin d'anticiper au mieux cette échéance, les EPCI et les syndicats mixtes compétents, notamment les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), le Département, la Région, l'Agence de l'Eau et les services de l'Etat en charge de ces politiques environnementales ont développé un travail commun de structuration visant à établir un Schéma territorial d'Organisation des Compétences Liées au grand cycle de l'Eau (SOCLE) sur les bassins versants du Lez et de l'Or.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole et ses principaux partenaires ont défini de manière concertée, à la fin de l'année 2017, les principes de gouvernance suivants :

- rationalisation et simplification de l'organisation interterritoriale GEMAPI sur les deux bassins versants ;
- exercice global de ces nouvelles actions au sein des périmètres de chacun des EPCI compétents dans un souci d'efficacité, de proximité et de subsidiarité, avec possibilité de conventions de prestations ou de gestion ciblées et contractuelles avec les établissements publics territoriaux de bassin ;
- poursuite des études et des actions d'animation à l'échelle des bassins versants ou de plusieurs sous-bassins par les EPTB compétents.

Les trois membres du SIEL, en concertation avec les élus du Conseil d'Administration de ce syndicat souhaitent donc le dissoudre au 1^{er} janvier 2019, sur la base des articles L.5211-25, L.5211-26 et L.5212-33 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales.

L'arrêté préfectoral officialisant cette dissolution sera publié lorsque l'ensemble des conditions de liquidations seront réunies.

Le travail est actuellement engagé entre les équipes du SIEL et les trois structures intercommunales membres afin de définir de manière conventionnelle :

- les modalités financières et comptables du transfert de l'actif et du passif ;
- la répartition des personnels au sein des EPCI et d'éventuelles autres structures compétentes dans le respect de la volonté et des droits des agents concernés et afin qu'ils participent de manière optimale à la mise en œuvre de la GEMAPI à l'échelle des bassins versants concernés.

Ce processus devrait aboutir à la fin de l'automne 2018, après consultation de l'ensemble des Comités Techniques concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la dissolution du SIEL au 1^{er} janvier 2019, par consentement mutuel des EPCI membres, conformément à l'article L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales,
- demander au Préfet, conformément à l'article L.5211-26 du Code général des collectivités territoriales, de prendre un arrêté de fin de compétence, pour permettre aux opérations de liquidation d'être menées à leur terme,
- demander au Préfet, conformément à l'article L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales de se prononcer sur la dissolution du syndicat, à compter du 1^{er} janvier 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

Mme Rosy BUONO, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44971-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.